

# **REGLES GENERALES POUR LA REFERENCE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX**

**GEN REF 11**

**Révision 06**



## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>OBJET.....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>REFERENCES ET DEFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>2.1.</b>	<b>Références .....</b>	<b>3</b>
<b>2.2.</b>	<b>Définitions .....</b>	<b>3</b>
<b>3.</b>	<b>DOMAINE D'APPLICATION .....</b>	<b>4</b>
<b>4.</b>	<b>MODALITES D'APPLICATION .....</b>	<b>4</b>
<b>5.</b>	<b>MODIFICATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>6.</b>	<b>MARQUES D'ACCREDITATION.....</b>	<b>5</b>
<b>6.1.</b>	<b>Les marques d'accréditation du Cofrac.....</b>	<b>5</b>
<b>6.2.</b>	<b>La reconnaissance internationale liée aux marques d'accréditation.....</b>	<b>6</b>
<b>7.</b>	<b>DROITS D'USAGE .....</b>	<b>7</b>
<b>7.1.</b>	<b>Droits d'usage du logo Cofrac.....</b>	<b>7</b>
<b>7.2.</b>	<b>Droits d'usage des marques d'accréditation.....</b>	<b>7</b>
<b>7.3.</b>	<b>Cas des candidats à l'accréditation.....</b>	<b>8</b>
<b>7.4.</b>	<b>Cas des clients des OEC accrédités.....</b>	<b>8</b>
<b>7.5.</b>	<b>Suspension ou retrait d'accréditation .....</b>	<b>8</b>
<b>7.6.</b>	<b>Droit d'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA.....</b>	<b>8</b>
<b>8.</b>	<b>REGLES DE REPRODUCTION DE LA MARQUE D'ACCREDITATION .....</b>	<b>9</b>
<b>8.1.</b>	<b>Règles générales.....</b>	<b>9</b>
<b>8.2.</b>	<b>Accréditations multi-activités.....</b>	<b>10</b>
<b>8.3.</b>	<b>Accréditation multi-sites.....</b>	<b>10</b>
<b>8.4.</b>	<b>Emploi par les clients d'un OEC accrédité.....</b>	<b>10</b>
<b>9.</b>	<b>REFERENCE TEXTUELLE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX.....</b>	<b>11</b>
<b>10.</b>	<b>SUPPORTS FAISANT REFERENCE A L'ACCREDITATION ET AUX ACCORDS DE RECONNAISSANCE INTERNATIONAUX.....</b>	<b>11</b>
<b>10.1.</b>	<b>Papier à en-tête et courriers électroniques.....</b>	<b>11</b>
<b>10.2.</b>	<b>Rapports .....</b>	<b>12</b>
10.2.1.	Cas spécifiques aux laboratoires d'essais et d'étalonnage .....	12
10.2.2.	Cas spécifiques aux organismes certificateurs .....	12
<b>10.3.</b>	<b>Etiquettes apposées sur les objets .....</b>	<b>13</b>
<b>10.4.</b>	<b>Brochures, sites internet et autres supports de communication .....</b>	<b>13</b>
<b>11.</b>	<b>UTILISATION D'UNE LANGUE ETRANGERE .....</b>	<b>13</b>
<b>12.</b>	<b>SANCTIONS EN CAS D'UTILISATION ABUSIVE DE LA MARQUE COFRAC.....</b>	<b>14</b>
	<b>ANNEXE : CHARTE GRAPHIQUE .....</b>	<b>15</b>

## 1. Objet

Ce document vise à définir les droits et règles d'utilisation du logo du Cofrac, des marques d'accréditation du Cofrac et des marques combinées IAF MLA et ILAC MRA. Par extension, il traite également le cas de la référence textuelle à l'accréditation et aux accords de reconnaissance internationaux en matière d'accréditation.

## 2. Références et définitions

### 2.1. Références

Ce document s'appuie sur les documents internationaux suivants :

- NF EN ISO/CEI 17011 : Exigences générales pour les organismes d'accréditation procédant à l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité
- IAF/ILAC A5 : Application de l'ISO/CEI 17011 :2004
- EA-3/01 : Conditions d'EA pour l'utilisation des marques d'accréditation, la référence textuelle à l'accréditation et la référence au statut de signataire des MLA
- ILAC P8 : Exigences supplémentaires et lignes directrices pour l'utilisation des marques d'accréditation et la référence au statut d'accrédité par les laboratoires et organismes d'inspection
- ILAC R7 : Règles pour l'utilisation de la marque ILAC MRA
- IAF ML2 : Principes généraux pour l'utilisation de la marque IAF MLA
- Résolutions IAF n°2015-14 et n°2017-19 relatives aux certifications de systèmes de management et certifications de personnes

### 2.2. Définitions

Pour les besoins du présent document, les définitions suivantes s'appliquent :

- **OEC (organisme d'évaluation de la conformité)** : entité juridique accréditée ou candidate à l'accréditation qui fournit l'une des activités d'évaluation de la conformité listées dans le tableau du §6.1.
- **Rapport** : désigne tout document émis par l'OEC résultant de l'activité de l'évaluation de la conformité. Exemples : certificat, attestation, constat de vérification, compte rendu d'examen.
- **Logo Cofrac** : marque semi-figurative incluant le vocable « Cofrac » :



- **Marque d'accréditation** : marque semi-figurative composée par combinaison du logo Cofrac et d'une indication de l'activité d'évaluation de la conformité couverte par l'accréditation.

Exemple :



- **Marque Cofrac** : terme générique incluant l'acronyme, le logo et l'ensemble des marques d'accréditation du Cofrac, tels que déposés à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).
- **Marques combinées IAF MLA et ILAC MRA** : marques semi-figuratives composées par combinaison de la marque d'accréditation et des marques des accords multilatéraux de reconnaissance internationale d'IAF et d'ILAC. Exemples :



- **Logo de l'OEC** : logotype de l'OEC, utilisé ou non en combinaison avec le libellé de sa raison sociale, permettant d'identifier l'OEC.
- **Marque de certification** : marque que l'OEC autorise son client à utiliser pour une certification donnée. La marque de certification déposée peut parfois être le logo de l'OEC.
- **Référence textuelle à l'accréditation** : référence par un OEC à son statut d'organisme accrédité sans utilisation de la marque d'accréditation.

### 3. Domaine d'application

Ce document est applicable aux entités accréditées ou candidates à l'accréditation.

Il s'applique à tout support (écrit, électronique ou audio-visuel) faisant référence à l'accréditation.

### 4. Modalités d'application

Cette version du document est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018. Elle annule et remplace la version précédente.

### 5. Modifications

Les modifications de fond sont marquées par un trait vertical en marge gauche.

Les changements suivants ont été apportés :

- §6.1/6.2 : l'accréditation pour l'organisation de comparaisons interlaboratoires est désormais couverte par les accords de reconnaissance internationaux ;
- §6.2 : introduction de la possibilité d'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA, dans les conditions spécifiées au §7.6 ;







- §7.2 : prise en compte des résolutions IAF n°2015-14 et n°2017-19, imposant aux organismes de certification de système de management et de personnel de réaliser sous accréditation les activités dans leur portée ;
- §7.4 : précision des exigences pour les OEC accrédités relatives à la référence à leur accréditation par les clients et les tiers ;
- §8.1 : des exigences spécifiées pour les courriers et rapports ont été remontées dans les exigences générales et sont valables pour tous supports ; suppression d'une exception ;
- §10.1 : les exigences relatives aux courriers à en-tête valent également pour les courriers électroniques ;
- §10.2 : suppression d'une condition pour pouvoir émettre un rapport sur les résultats sous accréditation ;
- §10.3 : précisions concernant l'apposition d'étiquettes portant la marque d'accréditation.









## 6. Marques d'accréditation

### 6.1. Les marques d'accréditation du Cofrac

Les marques d'accréditation du Cofrac sont liées à l'activité d'évaluation de la conformité (ci-après désignée « activité ») pour laquelle l'accréditation a été octroyée.

Le tableau suivant recense les marques actuellement en vigueur :

	Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation		Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation
*	Essais ( <i>Testing</i> ) NF EN ISO/CEI 17025		*	Certification de systèmes de management ( <i>Management Systems Certification</i> ) NF EN ISO/CEI 17021	
*	Etalonnage ( <i>Calibration</i> ) NF EN ISO/CEI 17025		*	Certification de personnes ( <i>Persons Certification</i> ) NF EN ISO/CEI 17024	
**	Métrologie Légale ( <i>Legal Metrology</i> ) LAB ML REF 02		*	Certification de produits et services ( <i>Products and Services Certification</i> ) NF EN ISO/CEI 17065	

	Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation		Activité Norme / référentiel d'accréditation	Marque d'accréditation
*	Organisation de comparaisons interlaboratoires ( <i>Interlaboratory Comparisons</i> ) NF EN ISO/CEI 17043			Vérification environnementale ( <i>EMAS</i> ) Règlement (CE) n° 1221/2009	
	Production de matériaux de référence ( <i>Reference Materials</i> ) Guide ISO 34		*	Validation et vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre ( <i>Greenhouse Gas</i> ) NF EN ISO 14065	
*	Examens médicaux ( <i>Medical Examinations</i> ) NF EN ISO 15189			Qualification d'entreprises ( <i>Qualification of organisations</i> ) NF X50-091	
*	Inspection ( <i>Inspection</i> ) NF EN ISO/CEI 17020			Cf. §8.2	

\* cf. paragraphe 6.2

\*\*cette marque ne sera plus applicable à compter du 01/01/2019

Les fichiers correspondant aux marques d'accréditation utilisables par l'OEC accrédité lui sont délivrés lors de l'octroi de l'accréditation pour l'activité concernée. L'OEC faisant usage des marques d'accréditation doit respecter les conditions énoncées dans le présent document, y compris la charte graphique présentée en annexe.

Seuls les rapports (tel que défini au §2.2) portant la marque d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation (cf. §9) sont réputés couverts par l'accréditation.

L'apposition de la marque d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation sur un rapport vaut présomption de conformité à la norme d'accréditation correspondante (cf. tableau ci-dessus) pour les prestations réalisées. Le contenu des rapports émis par les OEC reste de leur pleine et entière responsabilité.

## 6.2. La reconnaissance internationale liée aux marques d'accréditation

Le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance multilatéraux d'EA<sup>1</sup>, d'ILAC<sup>2</sup> et

<sup>1</sup> European cooperation for Accreditation

d'IAF<sup>3</sup> pour les activités marquées du symbole \* dans le tableau présenté au §6.1.

Les attestations d'accréditation émises par le Cofrac font référence à son statut de signataire des accords multilatéraux d'EA, le cas échéant.

Les organismes d'accréditation signataires des accords pour une activité donnée reconnaissent comme dignes de confiance les rapports portant la marque d'accréditation des autres organismes d'accréditation signataires des accords pour l'activité en question.

L'obtention de l'accréditation pour une activité pour laquelle le Cofrac est signataire d'un accord de reconnaissance international ouvre à l'OEC la possibilité d'utiliser les marques combinées ILAC MRA ou IAF MLA, dans les conditions spécifiées au §7.6.

*Nota bene : Les informations concernant le périmètre et les signataires des accords de reconnaissance étant susceptibles d'évoluer en fonction des évaluations par les pairs réalisées par EA, ILAC et IAF, le lecteur est invité à consulter les documents correspondants sur les sites Internet respectifs de ces organisations. Cf. notamment :*

- EA INF/03 : Multi-Lateral and Bilateral Agreements and Signatory lists, accessible sur [www.european-accreditation.org](http://www.european-accreditation.org) rubrique "Publications/ Information and promotional documents" ;
- ILAC B8 : Signatories to the ILAC Arrangements, accessible sur [www.ilac.org](http://www.ilac.org) rubrique "Promotional brochures" et
- IAF MLAC : IAF Members Signatories, accessible sur [www.iaf.nu](http://www.iaf.nu) rubrique "IAF MLA".

## 7. Droits d'usage

La marque Cofrac est déposée à l'INPI et protégée. Les marques ILAC MRA et IAF MLA sont également des marques déposées et protégées. Toute personne faisant l'usage illicite de ces marques s'expose à des poursuites judiciaires.

### 7.1. Droits d'usage du logo Cofrac

L'usage du logo Cofrac seul est réservé au Comité Français d'Accréditation, par exemple sur les attestations d'accréditations et les courriers échangés, et à ses évaluateurs, dans le cadre exclusif des missions d'évaluation qui leur sont confiées.

### 7.2. Droits d'usage des marques d'accréditation

Les marques d'accréditation sont utilisables par l'OEC accrédité, uniquement en relation avec les activités objet de sa portée d'accréditation, dans la mesure où l'accréditation est en vigueur, et dans le respect des règles spécifiées dans ce document (notamment §8 à 11).

Le droit d'usage des marques d'accréditation accordé à l'OEC accrédité ne peut être transmis par ce dernier à un tiers ni à titre gratuit ni à titre onéreux.

Les organismes de certification de systèmes de management et de personnes accrédités ne doivent pas émettre hors accréditation des certificats relevant de prestations dans leur portée d'accréditation.

---

<sup>2</sup> International Laboratory Accreditation Cooperation

<sup>3</sup> International Accreditation Forum



### **7.3. Cas des candidats à l'accréditation**

En dehors de situations particulières prévues par la loi ou par des dispositions spécifiques du Cofrac, la diffusion par les OEC d'informations concernant une demande d'accréditation initiale ou d'extension, et dont la formulation pourrait laisser croire que l'accréditation est sur le point d'être acquise, est interdite.

### **7.4. Cas des clients des OEC accrédités**

L'OEC accrédité peut autoriser ses clients à faire référence à son accréditation.

Il doit alors établir des règles et modalités de contrôle pour que la référence à l'accréditation soit faite dans des conditions loyales, conformément aux règles du présent document et ne nuisant pas à l'image de l'accréditation et du Cofrac.

Il revient à l'OEC de fournir à ses clients les instructions nécessaires pour prévenir toute erreur d'interprétation ou allégation erronée par le tiers en question, concernant notamment le bénéficiaire de l'accréditation et la signification de l'accréditation, et de prendre toute action appropriée en cas d'usage erroné porté à sa connaissance.

En particulier :

- La marque d'accréditation ne doit être reproduite qu'en combinaison avec le logo de l'OEC (ou sa marque de certification concernée).
- Une entreprise certifiée ne doit être autorisée à reproduire la marque d'accréditation que si le certificat délivré sous accréditation est en cours de validité.
- Une entreprise dont le système de management est certifié par un organisme certificateur accrédité ne doit pas être autorisée à reproduire la marque d'accréditation sur les produits (y compris leurs emballages).
- Les personnes certifiées par un organisme certificateur accrédité ne doivent pas être autorisées à reproduire la marque d'accréditation.
- Les clients d'un laboratoire ou d'un organisme d'inspection accrédité ne doivent pas être autorisés à reproduire la marque d'accréditation sur leurs courriers à en-tête.
- Le laboratoire doit spécifier à ses clients les conditions dans lesquelles ces derniers peuvent reproduire – sous réserve de son accord préalable - les rapports ou les incorporer dans leurs propres documents.

S'il fait le choix de ne pas autoriser ses clients à faire référence à son accréditation, il doit le leur signifier expressément.

### **7.5. Suspension ou retrait d'accréditation**

Les conséquences d'une suspension ou d'un retrait d'accréditation sur l'usage des marques d'accréditation sont traitées dans le document GEN PROC 03.

### **7.6. Droit d'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA**

L'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA est réservé aux OEC accrédités qui en ont fait la demande au Cofrac et après l'autorisation expresse de ce dernier.

Ce droit d'usage ne peut être octroyé que pour les pays dans lesquels les marques ILAC MRA et IAF MLA sont déposées. L'utilisation des marques est limitée aux supports relatifs aux activités pour lesquelles le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance.



L'accord du Cofrac est matérialisé par la transmission à l'OEC des marques combinées correspondantes, après réception de l'engagement du demandeur sur les conditions d'utilisation des marques (cf. formulaires GEN FORM 41 et GEN FORM 42 respectivement pour les marques combinées ILAC MRA et IAF MLA, disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)).

Les règles générales associées à la reproduction des marques d'accréditation s'appliquent pour les marques combinées ILAC MRA et IAF MLA.

L'usage des marques combinées ILAC MRA et IAF MLA par les clients des OEC est interdite.

## 8. Règles de reproduction de la marque d'accréditation

### 8.1. Règles générales

La présentation des documents où est reproduite la marque d'accréditation ne doit prêter à confusion ni sur l'entité bénéficiaire de l'accréditation, ni sur la portée de l'accréditation, ni sur le ou les site(s) couvert(s) par l'accréditation, ni sur l'état de validité de l'accréditation. De même, les supports utilisés doivent toujours se rapporter sans ambiguïté à l'entité accréditée.

La marque d'accréditation doit toujours être reproduite avec les éléments suivants :

- a) le logo de l'OEC accrédité ;
- b) son ou ses numéros d'accréditation ;
- c) une référence à sa portée d'accréditation :
  - « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » ou,
  - pour les laboratoires d'étalonnage, la référence à la chaîne nationale d'étalonnage, lorsque cela est possible et après accord préalable et écrit du Cofrac.
  - pour les OEC multi-sites, « Liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » (voir § 8.3).

Ces différents éléments doivent être visibles simultanément, sur une même page, quel que soit le support ou document utilisé (écrit, électronique ou audiovisuel). Les éléments b) et c) doivent être accolés à la marque d'accréditation. L'organisme pourra s'inspirer des exemples donnés aux §8.2 et 8.3. Lorsqu'un OEC dispose de plusieurs d'accréditations, il est admis que les numéros d'accréditation soient regroupés sur la page suivante ou sur une autre page du même document.

La marque d'accréditation reproduite doit respecter les exigences de la charte graphique figurant en annexe du présent document, être homothétique à l'original et être lisible.

La marque d'accréditation doit être reproduite dans des dimensions (surface) inférieures à celles du logo de l'OEC. La mise en page ne doit pas laisser de doute sur l'identité de l'émetteur du document.

La reproduction en relief ou à partir de tampons encres est autorisée dès lors qu'elle respecte les règles définies dans le présent document.

La marque d'accréditation ne peut être reproduite sur des documents de l'OEC que s'ils se rapportent au moins en partie à des activités dans sa portée d'accréditation.

Lorsque le support sur lequel est reproduit la marque traite à la fois d'activités couvertes par l'accréditation et d'activités non couvertes par l'accréditation, il doit permettre de distinguer aisément les activités accréditées des autres activités. Par exemple, dans les rapports d'essais,

une mention du type «*Seuls les résultats précédés du signe \* sont couverts par l'accréditation* » peut être employée.

Lorsque les documents et supports de communication de l'OEC accrédité portent une marque commerciale ou une référence d'appartenance à un groupe/groupement/réseau, l'apposition de la marque d'accréditation ne doit pas laisser penser, par exemple par le positionnement ou les dimensions des logos, que l'accréditation est associée à la marque commerciale ou au groupe/groupement/réseau dans son ensemble.

## 8.2. Accréditations multi-activités

Un OEC bénéficiant d'accréditations au titre de différentes activités a la possibilité d'utiliser la marque d'accréditation Multi-activités. Dans ce cas, doivent y être accolés l'indication des activités, les numéros d'accréditation et la référence aux portées d'accréditation correspondantes. Exemple :



Essais / Accréditation n°1-9999  
Etalonnage / Accréditations n°2-9998 et 2-9999  
Inspection / Accréditation n°3-9999  
Examens médicaux / Accréditation n°8-9999  
Portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

L'usage de la marque Multi-activités n'est pas autorisé sur les rapports.

## 8.3. Accréditation multi-sites

Si l'OEC accrédité opère à partir de plusieurs sites (implantations, ateliers...), il ne peut faire référence à l'accréditation que pour les prestations effectuées par le ou les sites qui sont inclus dans le périmètre d'accréditation. Quand un document commun est délivré, il doit comporter un avertissement imprimé à proximité de la marque d'accréditation, tel que : « Liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) ». Exemples :



Accréditation n°3-9999  
Liste des implantations et portées  
disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



Accréditation n°2-9999  
Liste des ateliers et portées  
disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Un organisme bénéficiant, pour une même activité, d'accréditations pour différents sites (implantations, ateliers...) est autorisé à reproduire la marque d'accréditation en y accolant les numéros correspondants aux différentes accréditations et une information permettant d'identifier la portée de l'accréditation. Exemple :



Accréditations n°1-8888 et 1-9999  
Listes des sites et portées disponibles  
sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

## 8.4. Emploi par les clients d'un OEC accrédité

La reproduction, par le client de l'OEC accrédité, de la marque d'accréditation en combinaison avec le logo de l'OEC accrédité, ou avec sa marque de certification concernée, s'entend à proximité immédiate et visible simultanément, la marque d'accréditation étant

reproduite dans des proportions inférieures à celles du logo de l'OEC ou de sa marque de certification concernée.

Pour les étiquettes apposées sur les produits et équipements, se reporter au §10.3.

## **9. Référence textuelle à l'accréditation et aux accords de reconnaissance internationaux**

Les mêmes droits et règles que pour la reproduction des marques d'accréditation s'appliquent (sauf cas particuliers traités dans le paragraphe 10.4).

De plus, l'activité concernée par l'accréditation doit être indiquée. Exemple :

« *Accréditation Cofrac Inspection, n°3-9999, liste des implantations et portée disponibles sous [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).* »

La référence aux accords de reconnaissance internationaux n'est autorisée que pour les activités pour lesquelles le Cofrac est effectivement signataire desdits accords. Exemple :

« *Le Cofrac est signataire des accords de reconnaissance mutuels de l'EA pour l'activité d'étalonnage.* »

Dès lors qu'il est question d'évaluation de la conformité, le terme « accréditation » se réfère automatiquement à l'accréditation délivrée par un organisme d'accréditation. En France, conformément au décret 2008-1401 du 19 décembre 2008, cet organisme est le Cofrac. En conséquence, les règles de référence textuelle à l'accréditation définies dans le présent document s'appliquent même si le Cofrac n'est pas nommément cité.

## **10. Supports faisant référence à l'accréditation et aux accords de reconnaissance internationaux**

### **10.1. Papier à en-tête et courriers électroniques**

La reproduction des marques d'accréditation par les OEC accrédités est autorisée sur les papiers à en-tête et courriers électroniques, utilisés dans le respect des droits et règles d'usage spécifiés aux paragraphes précédents (§7 à 9).

En particulier, l'apposition de la marque d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation n'est pas autorisée si le courrier (devis, accompagnement d'un rapport, facture liée à une prestation, etc.) est sans rapport avec l'activité couverte par l'accréditation.

Dans le cas où le courrier se réfère à une prestation relevant d'une activité de la portée d'accréditation mais qui n'est pas délivrée sous accréditation (rapport sans marque ni référence textuelle à l'accréditation), le courrier portant référence à l'accréditation doit comporter un avertissement clair et lisible sur le fait que la prestation en question n'est pas couverte par l'accréditation. Exemple :

« *Les essais objets de la présente proposition commerciale ne sont pas couverts par l'accréditation.* »

Il n'est pas autorisé de faire référence aux accords de reconnaissance internationaux sur les papiers à en-tête et courriers électroniques.

## 10.2. Rapports

Le Cofrac encourage les OEC à utiliser les marques d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation et la référence aux accords de reconnaissance internationale sur les rapports concernant des prestations dans la portée d'accréditation, dès lors qu'ils respectent les règles d'usage spécifiées aux paragraphes précédents (§ 7 à 9).

Seuls peuvent être rapportés sous accréditation les résultats de prestations pour lesquelles l'OEC était accrédité au moment de leur exécution. L'exécution inclut les étapes allant de la revue de contrat à la délivrance du rapport. Pour le cas particulier des organismes de certification, se reporter au §10.2.2.

Sauf règles spécifiques définies par le Cofrac dans les documents sectoriels, lorsqu'un OEC a sous-traité des prestations à un autre organisme, il peut rapporter les résultats du sous-traitant comme couverts par l'accréditation dans son propre rapport à condition que :

- le sous-traitant ait donné son accord pour inclure les résultats concernés dans le rapport de l'OEC qui les lui a sous-traités ;
- le sous-traitant ait délivré un rapport faisant apparaître les résultats comme couverts par une accréditation délivrée par un organisme signataire des accords de reconnaissance internationaux.

### 10.2.1. Cas spécifiques aux laboratoires d'essais et d'étalonnage

Lorsque des conclusions, avis ou interprétations sont communiqués en plus des résultats et ne sont pas couverts par l'accréditation, ceux-ci doivent être clairement identifiés comme tels sur le rapport.

Les rapports portant la marque Cofrac/Etalonnage doivent faire apparaître la mention suivante :

- Si tous les résultats rapportés sont couverts par l'accréditation : « *Ce certificat d'étalonnage (ou constat de vérification) garantit le raccordement des résultats d'étalonnage au Système international d'unités (SI)* » ;
- Si certains des résultats rapportés sont couverts par l'accréditation : « *Ce certificat d'étalonnage (ou constat de vérification) garantit le raccordement des résultats d'étalonnage au Système international d'unités (SI) pour les seuls étalonnages couverts par l'accréditation. Ceux qui ne le sont pas sont marqués par le symbole \* (ou tout autre symbole équivalent)* ».

### 10.2.2. Cas spécifiques aux organismes certificateurs

Un organisme certificateur ayant une accréditation en vigueur est autorisé à (ré)émettre sous accréditation un certificat reposant sur une opération d'évaluation réalisée antérieurement à la prise d'effet de l'accréditation pour l'activité en question, aux strictes conditions suivantes :

- Il s'est assuré que tous les critères d'accréditation en vigueur ont bien été respectés. Cette vérification doit être documentée et sa justification transmise au Cofrac pour accord préalable à l'émission du/des certificats ;
- La date de prise d'effet des certificats ne peut pas être antérieure à la date de prise d'effet de l'accréditation ou de la levée de la suspension de l'accréditation ;
- La liste des certificats concernés et les enregistrements ayant permis de justifier du respect des critères d'accréditation sont conservés et tenus à disposition pour les évaluations suivantes du Cofrac et toute contestation éventuelle.

Cette possibilité ne s'applique pas au cas :

- des accréditations initiales et extensions pour les opérations réalisées avant la date à laquelle la recevabilité de la demande d'accréditation pour l'activité de certification concernée a été prononcée ;
- des levées de suspension d'accréditation pour :
  - o les opérations réalisées avant l'acceptation par le Cofrac des plans d'actions décidés pour remédier aux écarts ayant justifié la suspension d'accréditation ;
  - o les opérations réalisées pendant une période de suspension volontaire de l'accréditation.

### **10.3. Etiquettes apposées sur les objets**

L'apposition, sur des produits, d'étiquettes portant une marque d'accréditation est autorisée dans les conditions spécifiées au §8.1 pour les marques suivantes:

- Cofrac Etalonnage
- Cofrac Inspection
- Cofrac Production de Matériaux de Référence
- Cofrac Certification de Produits et Services

Pour les objets ayant fait l'objet d'un étalonnage ou d'une inspection sous accréditation, l'étiquette doit en outre comporter l'identification de l'objet, la date de l'étalonnage/de l'inspection et le n° du rapport correspondant.

Pour les matériaux de référence produits sous accréditation, l'étiquette doit en outre comporter la désignation du matériau et son n° de lot, ainsi que le n° du certificat correspondant.

### **10.4. Brochures, sites internet et autres supports de communication**

La reproduction des marques d'accréditation ou la référence textuelle à l'accréditation sur les brochures, sites internet et supports de communication est autorisée pour les OEC accrédités, dans le respect des droits et règles d'usage spécifiés aux paragraphes précédents (§7 à 9). En particulier, le contenu des supports doit être lié au moins en partie aux activités accréditées.

Demeurent toutefois exclus de cette possibilité les supports à caractère publicitaire de type gadget (stylos, casquettes...) ainsi que les cartes de visites nominatives.

Un support de communication peut faire référence à l'accréditation sans obligation de citer le(s) numéro(s) d'accréditation si :

- il décrit les activités de l'OEC en termes généraux, et
- le lecteur peut aisément et sans ambiguïté retrouver la portée de l'(des) accréditation(s) dudit OEC sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) à partir des seules informations fournies sur le support, et
- la référence à l'accréditation est uniquement textuelle (cf. §9).

## **11. Utilisation d'une langue étrangère**

La marque Cofrac ne se traduit pas. Toutefois, l'activité peut être précisée à proximité en langue locale (cf. tableau §6.1 pour la version anglaise).

Quelle que soit la langue utilisée dans les documents liés à une prestation accréditée (offre,

rapport,...), l'OEC accrédité doit conserver une version de référence rédigée en français ou en anglais, ou dans une version bilingue dont l'une des deux langues doit être le français ou l'anglais.

Le texte faisant référence à l'accréditation doit être intégralement traduit. Pour information, « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » se traduit en anglais « Scope available on [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) ».

## **12.Sanctions en cas d'utilisation abusive de la marque Cofrac**

Sont considérées comme utilisations abusives :

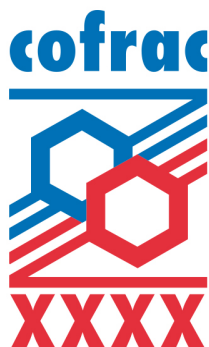
- l'usage du logo Cofrac et des marques d'accréditation sans autorisation,
- l'utilisation de marques ou références textuelles de nature à induire en erreur le lecteur, quant au bénéficiaire de l'accréditation, à la portée de cette accréditation, à la validité de l'accréditation, au statut de signataire des accords de reconnaissance internationaux ou aux activités couvertes par ces accords.

En cas d'utilisation abusive de la marque Cofrac ou de la référence textuelle à l'accréditation, le Cofrac prend les sanctions adaptées à la situation rencontrée pouvant inclure l'obligation d'actions de communication et/ou de rappel de rapports et documents publicitaires.

A titre conservatoire ou devant le refus d'obtempérer aux actions et rectifications demandées, le Cofrac peut procéder à la suspension de l'accréditation, au retrait d'accréditation ou à l'arrêt de l'instruction d'une demande d'accréditation. Dans tous les cas, le Cofrac se réserve le droit d'intenter toute action contentieuse s'il constate le refus d'obtempérer et/ou la persistance de l'usage abusif de la marque Cofrac ou de la référence à l'accréditation.



## Annexe : charte graphique



### Couleurs en tons directs

Bleu pantone 300 - Rouge pantone 185

### Couleurs en quadrichromie

Bleu : cyan 100% + magenta 45% - Rouge : magenta 91% + jaune 76%

### Typographie du logotype

Futura bold condensé justifié

( XXXX correspond au libellé de l'activité telle que définie au §6.1 présent document. )

### Typographie des mentions associées

La police à utiliser pour les mentions telles que « Accréditation n° » et « Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) » reste du libre choix de l'OEC accrédité.

### Usages particuliers

Si le logotype n'est pas utilisé dans ses couleurs référencées, il pourra être présenté en noir et blanc ou dans la couleur dominante du logo de l'OEC. Exemples :



Pour un usage en inversion, la marque sera présentée en blanc sur noir ou sur la couleur dominante du logo de l'OEC, en respectant les règles du présent document et aux frais de l'OEC. Exemples :



Le Cofrac fournit lors de l'accréditation initiale les logos en quadrichromie, noir sur blanc, rouge sur blanc, et blanc sur bleu aux formats .jpeg et .eps. Pour toute autre couleur que celles précitées fournies par le Cofrac, l'OEC pourra faire réaliser une variante dans la couleur dominante de son propre logo en respectant les règles du présent document et à ses frais.